



INTERVENTION

Groupe des Elus de Gauche

Tél : 03.29.45.78.61

Fax : 03.29.45.78.74

DATE : 25 octobre 2012

DE : Daniel Lhuillier

OBJET : DOB

Alors que l'Acte III de la Décentralisation est en cours de réflexion, nous saisissons l'occasion du Débat d'Orientation Budgétaire pour rappeler notre adhésion à un mouvement **vers une véritable décentralisation** : celle qui **délègue les compétences accompagnées des moyens financiers** correspondants et qui permet à chaque collectivité locale de déterminer de façon autonome sa propre politique dans les matières transférées. Nous souhaitons également **rappeler ici notre attachement à l'échelon départemental**, encore davantage indispensable en milieu rural.

Cette année à nouveau, le débat sera malheureusement contraint dans les limites imposées par notre situation financière ; situation issue certes du contexte mondial, européen **et national**, mais aussi, rappelons-le, de l'endettement excessif décidé antérieurement par votre Exécutif. Nous saluons l'effort important de désendettement qui a été fait ces dernières années, mais constatons qu'il s'est fait au détriment des Meusiens (diminution des aides et hausse des impôts) et que 183 millions d'euros de dette restants continuent à plomber notre action pour l'année 2013.

Je vais aborder une dizaine de sujets marquants dans l'action départementale qui suscitent de notre part observations et propositions.

1. Solidarités

Au cœur de cette action départementale se trouvent bien-entendu les solidarités. Dans ce domaine, mis à rude épreuve par la situation économique actuelle, il nous faut continuer à faire toujours mieux, notamment par un accompagnement humain fort. **La mobilité et l'insertion** doivent être au centre de nos préoccupations, et un enjeu fondamental dans la lutte en faveur de l'emploi. Dans ce vaste chantier les nouveaux « emplois d'avenir » récemment mis en place par le

gouvernement ont toute leur place. Les premières signatures débiteront dès le mois prochain. Vous les citez dans votre rapport, indiquant votre intention d'y recourir, sans en préciser l'ampleur, ni les domaines (sauf dans le paragraphe sur l'éducation). Nous souhaitons que le Département de la Meuse s'investisse significativement dans l'insertion des jeunes Meusiens en difficulté, par des embauches sous forme d'emplois d'avenir non seulement dans les collèges, mais aussi dans d'autres secteurs, tels que l'économie sociale et solidaire, les espaces naturels, par exemple. La Meuse apportera ainsi sa pierre à l'engagement des Départements de recruter dans leurs services, dès 2013, 7000 jeunes dans le cadre de ce dispositif.

La question de la santé reste l'une de nos priorités. Les représentants du Conseil Général dans les différentes instances de santé devront exprimer cette préoccupation essentielle pour les Meusiens.

2. Logement et aide à la pierre

Le Département de la Meuse a choisi d'expérimenter la prise de compétence « Aide à la Pierre ». Le paysage n'a pour autant guère évolué, on est toujours face aux mêmes problèmes (comme l'a confirmé l'exposé de ce matin). Nous attendons un bilan précis.

Que nous réserve l'avenir ? Vous nous avez fait espérer une évolution positive :

- partenariat avec l'Etat et la Région
- lien avec l'OPH
- politique concertée avec les territoires
- grande question de la réhabilitation du logement social.

J'y ajouterai la lutte contre l'insalubrité : des logements insalubres et dégradés existent encore en Meuse.

Nous attendons la traduction dans le BP 2013 d'actions concrètes qui permettent enfin d'améliorer la situation du logement en Meuse.

3. Transports

Vous déplorez le coût supplémentaire engendré par le retour, annoncé pour la prochaine rentrée, à la semaine scolaire de 4,5 jours. Rappelons tout de même que c'est seulement un retour à ce qui existait avant 2008 : à cette époque, les écoles primaires étaient d'ailleurs souvent ouvertes le samedi matin, alors qu'il semble qu'on se dirige vers le mercredi matin désormais, ce qui permettra des optimisations de circuits avec les collégiens. N'oublions pas ce qui prime évidemment : l'intérêt de nos enfants.

Nous approuvons par ailleurs des autres évolutions que vous annoncez en matière de transport et qui rejoignent des attentes que nous exprimions depuis longtemps, notamment concernant l'usage des lignes régulières par les scolaires « hors temps scolaire » ainsi que la volonté d'activer ou réactiver les lignes interdépartementales. Le rapport que vous nous

présentez aujourd'hui sera l'occasion de formuler quelques propositions précises.

4. TIC

Passons maintenant à un sujet sur lequel nous souhaitons obtenir des éléments d'information et un éclairage sur la politique à mener : les Technologies de l'Information et de la Communication.

En ce qui concerne la téléphonie mobile d'abord : un état des lieux avait été fait avant de lancer les actions départementales en accompagnement d'ailleurs d'une politique nationale. Nous vous en demandons un nouveau aujourd'hui. Sur nos territoires, nous voyons tous que la couverture n'est pas suffisante. La définition proposée pour une zone couverte, c'est-à-dire que l'on puisse téléphoner avec un opérateur en un point du village, n'est pas adaptée aux attentes sociétales des Meusiens. Ne considérons pas que le dossier est clos et apportons à nos concitoyens une réponse adaptée à la « Nouvelle Ruralité » qui est si chère à votre Exécutif !

De même que pour la téléphonie mobile, le numérique et le haut débit (de solidarité) provoquent chez les Meusiens de grandes frustrations, à la hauteur des espoirs suscités lors du lancement du projet HDS. Nous prenons acte de la mise en œuvre du SDANT pour le très haut débit. Mais nous souhaitons aussi qu'un point précis soit réalisé sur l'état actuel de l'accessibilité à l'Adsl dans notre département.

5. Mission Histoire et Centenaire

C'est pour nous un réel sujet de préoccupation : nous sommes très inquiets quant à la préparation du Centenaire de la Première Guerre Mondiale. Il nous reste certes 3 ans pour préparer le Centenaire de la Bataille de Verdun de 1916, mais l'année qui s'ouvre est la dernière qui nous permette d'être au rendez-vous du Centenaire de 2014 ! Or, sans vouloir me lancer dans un commentaire de texte détaillé de votre document d'OB, rien n'est fait pour nous rassurer : le paragraphe sur le Temps de l'Histoire couvre une moitié de page, emplies de termes plus que généraux et recourant à l'emploi massif du conditionnel, traduisant ainsi l'incertitude qui marque le dossier. De plus, la grande majorité du texte est la retranscription exacte du texte du DOB de l'année dernière (la « refondation » des forts de Vaux et de Douaumont étant devenue cette année un simple « réaménagement »).

La Région Lorraine devant être co-financeur dans ce dossier, nous avons rencontré le vice-président de la Région chargé du dossier, Thibaut Villemin, de façon à au moins avoir quelques informations puisque dans cette enceinte malgré nos demandes répétées il n'est pas possible d'en obtenir. Nous ne sommes pas sortis très rassurés de cette entrevue.

L'une des seules nouveautés concerne l'extension du Mémorial : la presse a dernièrement révélé la teneur de ce dossier. Comment est-il porté ? quel est son contenu technique et scientifique ? le Département est-il impliqué ?

Qui pilote la préparation du Centenaire ? qui va apporter la cohérence nécessaire pour que cet événement soit porteur d'un développement touristique meusien qui perdure après la période de commémoration ?

Enfin, les importants mouvements de personnel au sein de la Mission Histoire participent à nos préoccupations.

Nous réclamons depuis longtemps qu'un point soit fait à l'intention des Conseillers généraux ; nous réitérons aujourd'hui solennellement cette requête.

6. Madine

Un sujet plus consensuel aujourd'hui ! Notre combat pour la régionalisation du site de Madine trouve enfin des applications concrètes. La vocation régionale de la base est encore apparue évidente lors de la présentation de la 1^{ère} phase du projet, sur le site, au début de l'été. Nous sommes satisfaits de constater la forte implication de la Région, qui assurera le portage des projets de 2013 et la moitié de leur financement.

7. Cigéo

(Venons-en à) un autre projet déterminant pour l'avenir de la Meuse : le projet CIGEO. Nous apprenons dans le rapport que « le Conseil Général a été largement associé à l'élaboration du Schéma Interdépartemental de Développement du Territoire ». Nous aurions aimé qu'il en soit de même des conseillers généraux ! Nous espérons que cela sera fait très rapidement.

Parmi les points actuellement en discussion et intéressant le territoire : les moyens de transport. Une voie ferrée serait-elle construite ? Dans quelles conditions et à qui serait-elle ouverte ? Qu'en serait-il des infrastructures routières ?

Enfin, quelle implication comptez-vous donner, Monsieur le Président, au Conseil Général dans le débat public à ce sujet ? J'avais déjà souhaité l'année dernière que le projet, dans toutes ses composantes, économiques, fiscales, territoriales, mais aussi bien-entendu liées à la sécurité et à la sûreté, soit débattu au sein de notre Assemblée.

Avec une bonne et complète information, chacun de nous pourra alors se forger une opinion sur ce sujet et ses enjeux vitaux pour la Meuse. Et au-delà des individualités et de la libre opinion de chacun, le Conseil Général devra aussi s'impliquer en tant qu'institution. Il nous faut donc débattre ensemble des positions à défendre.

Ce débat n'a malheureusement pas encore eu lieu. Il est essentiel qu'il soit organisé avant l'ouverture de la phase de débat public.

8. Belval (un regard particulier vers le nord du département)

Ce site luxembourgeois reconnu comme particulièrement attractif et porteur de développement irradie sur les territoires périphériques. Des structures sont mises en place pour en coordonner l'aménagement : *Groupes Européens de Coopération Territoriale à l'échelle de la Grande Région (avec*

les Länder allemands, l'Etat luxembourgeois, la Wallonie, la Région Lorraine) et à l'échelle plus restreinte des communes avoisinantes ; un Etablissement Public d'Aménagement a aussi été créé par l'Etat pour agir concrètement sur les territoires. Les Départements de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle font partie de ces différentes structures, qui deviennent opérationnelles politiquement depuis quelques mois. Nous savons que de nombreuses communes du nord-est meusien sont concernées par les échanges transfrontaliers avec le Luxembourg, notamment des travailleurs. Les routes constituent par exemple un enjeu fondamental. Ne serait-il pas pertinent que le Conseil Général de la Meuse participe au travail en cours, de sorte que la Meuse puisse bénéficier des retombées positives ?

9. Equilibres financiers et fiscalité

Pour terminer, le budget devra respecter des équilibres financiers, que la crise toujours présente risque de rendre tendus. Cependant, nous soutenons la motion finale du dernier congrès de l'ADF exigeant la répartition à parité du financement de l'APA et nous comptons sur les engagements de l'Etat, qui a promis de créer dès 2014 des ressources pérennes et suffisantes pour financer l'ensemble des allocations de solidarité.

Nombre de Meusiens continuent de subir, plus ou moins violemment, la situation économique actuelle. Aussi, nous vous rappelons, Monsieur le Président, l'une des raisons pour lesquelles nous avons refusé de voter le budget 2012 : l'augmentation des impôts alors que l'exécution du budget génère de l'excédent, la DM présentée aujourd'hui le prouve encore.

Cette année à nouveau, nous vous demandons un « budget vérité » minimisant notamment les « dépenses imprévues » et évitant ainsi **une nouvelle augmentation des impôts des Meusiens dans un contexte difficile.**